

RETRAITES

UNE « RÉFORME » PEUT EN CACHER UNE AUTRE !

Le Sénat vient d'adopter le projet de loi sur les retraites. Non content de bafouer ainsi nos concitoyens qui y sont massivement hostiles, le Sénat y a ajouté en catimini, en pleine nuit, un amendement prévoyant de « réfléchir » en 2013 à « une réforme systémique » du système de retraite, c'est-à-dire à la mise en place d'une réforme par points ou par comptes notionnels. Alors que le gouvernement ne cesse de nous répéter que sa présente réforme devrait résoudre le problème des retraites, il en prépare déjà une autre. Quel aveu !

Dans un système par points ou par comptes notionnels, le calcul de la retraite ne se fait pas sur les meilleures années mais sur l'ensemble de la carrière, ce qui aboutit automatiquement à une baisse du niveau des pensions. Un système par points permet aussi de faire baisser le montant des pensions en jouant sur la valeur du point. Un système à comptes notionnels introduit de plus l'espérance de vie dans le calcul de la pension. Plus l'espérance de vie augmente, plus la pension baisse. Enfin, ces systèmes ne sont pas construits pour intégrer les mécanismes de solidarité mis en place pour corriger certaines inégalités, notamment envers les personnes, essentiellement des femmes, assurant des responsabilités familiales. Le Conseil d'orientation des retraites (COR), dans son rapport de janvier 2010, avait d'ailleurs indiqué que, non seulement, ces systèmes étaient incapables de répondre aux problèmes démographiques, mais que leur mise en place provoquerait une baisse de 20 % du niveau des pensions.

Enfin, il s'agit d'une individualisation de la retraite poussée au maximum, chacun pouvant, théoriquement, partir à l'âge qu'il veut à condition d'en payer le prix. Sous le vocable du libre-choix se cache une aggravation considérable des inégalités. Les salariés les moins bien payés auront tendance à vouloir travailler plus longtemps pour avoir une meilleure retraite. Ils auront ainsi une double peine, des petits salaires et une durée de retraite encore plus courte... à moins que le patronat, comme c'est le cas aujourd'hui, continue de se débarrasser des salariés âgés bien avant 60 ans.

De tels projets constitueraient donc une régression sociale qui prolongerait celle que le gouvernement actuel tente d'imposer aux salariés. Une raison de plus de le mettre en échec.

Le 25 octobre 2010